

Hebdo Canada

MISS MORLEY



Volume 3, No 2

le 8 janvier 1975

Ottawa, Canada.

Le problème des prix dans l'industrie du boeuf, 1

Ouverture d'une ambassade en Irak, 3

Congrès des étudiants en théologie du Canada, 3

Films canadiens présentés au Nevada, 3

Spectacles sur un chariot, 3

Achat de livres rares, 4

Découverte probable de navires de la Guerre de 1812, 4

Hommage à des Canadiens illustres, 4

Bientôt l'essence sans plomb partout, 4

En Haïti: La coopération au service de la pauvreté, 5

Symposium international à Winnipeg, 7

Entretien Canada-Ontario sur la dépollution, 7

Le problème des prix dans l'industrie du boeuf

L'inflation, tout particulièrement la hausse du prix des aliments, a sensibilisé les gens au problème des prix. Plus que jamais, elle a permis aux media d'accorder aux questions touchant les consommateurs une attention spéciale. Au lieu d'être mentionné seulement dans les pages publicitaires, le prix de la viande et des autres aliments fait maintenant les manchettes des journaux.

Les consommateurs ainsi que les journalistes sont assaillis d'une foule de statistiques à ne plus s'y reconnaître et d'allégations contradictoires sur les responsables des prétendus écarts de prix.

Quel rapport y a-t-il entre un bovin vendu à 10 cents la livre dans les parcs à bestiaux et le bifteck à \$2 la livre au supermarché?

Malheureusement, l'industrie du boeuf est trop complexe pour être expliquée dans un bref article de journal ou dans une minute de nouvelles radiophoniques, déclare le ministère de l'Agriculture du Canada qui nous fournit les faits suivants afin d'aider le grand public à mieux comprendre les problèmes de l'industrie du boeuf:

Les Canadiens consomment annuellement 92 livres de boeuf par personne et, au cours des années, le taux de consommation n'a fait que s'accroître de façon soutenue.

Le bétail représente plus de la moitié de l'ensemble des recettes agricoles en espèces. En 1973, celles-ci ont été de 6.8 milliards de dollars dont 3.9 milliards ou 57.8 p. cent provenaient des produits du bétail. Le boeuf constitue de loin la plus grande partie de ces recettes.

En outre, l'abattage et la transformation de la viande constituent la troisième industrie manufacturière du pays

avec des ventes annuelles de plus de 2.5 milliards de dollars.

L'industrie du boeuf n'a pas échappé aux pressions inflationnistes mondiales et aux pénuries de produits bien qu'elle se soit mieux comportée dans l'ensemble.

En 1972 et 1973, compte tenu d'une forte demande mondiale de boeuf et des prix relativement faibles des céréales fourragères, les éleveurs de bétail ont commencé à accroître leurs troupeaux. Le cheptel bovin du Canada a augmenté de 6.1 p. cent cette année par rapport à 1973 et se chiffre par 15 millions de bovins environ.

Contrôle des exportations

Le bétail, les cochons, la viande de boeuf et de porc ainsi que les produits de porc exportés vers les États-Unis exclusivement sont soumis à des contrôles d'exportation pour une période de temps indéfinie, à compter de minuit le 15 décembre 1974, a fait savoir le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Alastair Gillespie.

Le ministre a déclaré que cette mesure vise à protéger, autant que possible dans les limites des contingents d'importation des États-Unis, les façons de commercer entre les deux pays.

Ces contrôles touchent le bétail et les cochons vivants, la viande de

boeuf et de porc fraîche, réfrigérée et surgelée, ainsi que le porc salé, cuit ou en conserve. Le principal objectif visé est de contrôler les exportations de viande canadienne en vue de s'assurer que ces marchandises qui ont fait l'objet d'échanges permanents entre le Canada et les États-Unis et qui ont toujours été reconnues comme des produits canadiens, continuent d'être écoulées au maximum sur ce marché tout en respectant les contraintes actuelles des contingents américains et en attendant d'en arriver à un accord prochain sur le commerce de bétail et de viande entre le Canada et les États-Unis.

Les producteurs de boeuf, non seulement du Canada mais de nombreuses parties du monde, sont aux prises avec un terrible étai "coût-prix" du fait que la hausse du coût des aliments coïncide avec l'augmentation des stocks de boeuf et une diminution de la demande. Dans une pareille situation le producteur tend à liquider son troupeau pour réduire les coûts des facteurs de production. Les forts arrivages de vaches aux parcs à bestiaux à mesure que l'hiver approche indiquent que cela se produit dans une certaine mesure. On risque fort qu'une très forte réduction de la capacité de production de base entraîne des baisses de prix à court terme pour le consommateur, mais crée à long terme une pénurie de bétail et même des hausses de prix dans l'avenir.

Deux à trois ans s'écoulent entre le moment où le producteur décide de faire saillir la vache jusqu'à ce que la descendance soit prête pour le marché. Si le producteur vend la vache et doit recommencer avec une nouvelle génisse, il s'écoulera 3 à 4 ans avant que cette dernière ne puisse produire des descendants vendables.

Effets de la pénurie de pétrole

En même temps, les hausses exorbitantes du prix du pétrole ont exercé des pressions sur l'industrie du boeuf. Non seulement ces hausses ont-elles provoqué une augmentation des coûts pour les producteurs de bétail et l'industrie de transformation de la viande, mais elles ont grevé les ressources financières des nations importatrices d'énergie. Le Japon, par exemple, a établi des contingents sur les importations de boeuf qui excluent effectivement des fournisseurs traditionnels y compris le Canada. La raison invoquée est la préservation des réserves financières pour faire face aux coûts plus élevés du carburant.

Au cours des dernières années, il s'est créé aux États-Unis et en Europe un marché important d'exportation du veau. Mais, la hausse des frais de production et une augmentation du nombre de veaux en Europe et aux États-Unis ont eu pour effet d'éliminer pratiquement ce marché. Au cours des huit premiers mois de 1973, le Canada a exporté 174,000 veaux dont plus de 49,000 étaient des veaux laitiers. Durant les huit premiers mois de 1974, ce nombre est tombé à 83,000 dont moins de 17,000 étaient des veaux laitiers.

Aide à l'industrie du boeuf

Le ministre de l'Agriculture, M. Eugene Whelan, a annoncé en décembre un programme en quatre points pour soutenir l'industrie canadienne du boeuf. La principale mesure a trait à la stabilisation du marché des vaches d'abattage.

En outre, le programme comporte l'achat de boeuf en conserve pour l'aide alimentaire mondiale, une campagne de publicité au palier du détail en faveur des types de viande de boeuf hachée, et l'assurance aux producteurs de bovins que le programme de stabilisation des prix pour bouvillons et génisses des catégories A, B et C, commencé en août dernier, se continuera après août 1975 alors que le prix de soutien sera indexé sur les frais de production à cette époque.

Ce programme global de soutien, qui entre immédiatement en vigueur, a pour but de fournir aux agriculteurs une certaine protection quant aux prix, tout en leur permettant de réformer leur troupeau d'une façon rationnelle. En même temps, le programme laissera les prix s'ajuster vers le bas selon que l'exigeront les conditions du marché et devrait, par conséquent, profiter au consommateur et accroître la consommation du boeuf.

Le ministre a ajouté qu'il se rend compte des problèmes que doivent surmonter les producteurs de boeuf du Canada. Il exprime l'espoir que les mesures du programme fédéral, aussi bien que les plans provinciaux, donneront à l'industrie du bétail la confiance dont elle a besoin pour progresser et continuer de fournir au consommateur un approvisionnement de viande de première qualité.

En outre, le marché du veau laitier a été frappé par l'abondance de veaux de boucherie disponibles pour les parcs d'engraissement.

Aide du Gouvernement fédéral

En plus de ses fonctions de réglementation, de classement et d'inspection, le Gouvernement fédéral vise à soutenir les revenus des producteurs de boeuf et à assurer des approvisionnements futurs de boeuf aux consommateurs en prévenant les ventes excessives de stocks de reproduction.

En août, le ministère de l'Agriculture du Canada a institué un programme de stabilisation des prix du boeuf qui se-

ra en vigueur pendant un an et qui établit un prix de soutien garanti de \$45.42 les 100 lb relativement aux bouvillons et aux génisses A1 et A2 à Toronto, Winnipeg et Calgary. Si, au terme de la période de 12 mois se terminant le 11 août 1975, le prix moyen pondéré que reçoivent les producteurs pour les bouvillons et les génisses A1 et A2 à ces marchés est inférieur à \$45.42, le Gouvernement fédéral versera alors un paiement d'appoint correspondant à la différence entre le prix moyen pondéré à l'échelle nationale et le prix de soutien de \$45.42 les 100 lb. Si paiement il y a, il s'appliquera à tous les bovins de classes A, B et C qui y sont admissibles et se fera au même taux pour tous les producteurs, indépendamment des prix qu'ils ont reçus au moment de la vente. Le programme garantit aux producteurs qu'ils ne seront pas forcés de se retirer des affaires advenant une baisse excessive des prix. Pour protéger et compléter le plan provisoire de stabilisation des prix, on a établi des contingents d'importation relativement aux bovins sur pied et au boeuf habillé. Les contingents reposent sur les importations moyennes des 5 dernières années; cela permet au commerce traditionnel de se poursuivre, mais empêche les excédents de boeuf d'autres pays d'inonder le marché canadien et d'annuler la stabilité qui autrement ferait partie intégrante d'un tel programme de soutien.

Fixation des prix

Le marché des bovins d'abattage porte sur une grande variété de types d'animaux et il faut comprendre les modifications dont ils sont l'objet avant d'en déterminer le prix.

Les vaches laitières de 10 ans ne donnent pas de biftecks de première qualité. Les biftecks et les rôtis frais que le consommateur achète pour le repas du dimanche proviennent des bouvillons et des génisses de catégorie A. Ce sont des animaux nourris aux céréales pesant environ 1,000 lb et pour lesquels le producteur reçoit ordinairement 50 à 55 cents la livre (poids vif) aux parcs à bestiaux.

Entre l'abattage du bouvillon et l'habillage de la carcasse pour la livrer au supermarché, il y a une perte d'environ la moitié du poids et, par conséquent, le prix de la livre fait plus que doubler, ce qui comprend les coûts de la main-d'oeuvre et la marge de profits.

Ouverture d'une ambassade en Irak

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Allan J. MacEachen, a annoncé, à Ottawa, qu'un accord est intervenu entre le Gouvernement canadien et le Gouvernement irakien concernant l'ouverture d'une ambassade du Canada résidente à Bagdad au cours de 1975.

Cette décision constitue un nouveau témoignage de la volonté du Gouvernement de renforcer la représentation du Canada au Proche-Orient et reflète l'importance politique et économique de l'Irak dans la région. On s'attend que cette décision intensifiera le dialogue entre les deux pays sur le plan politique et étendra davantage les relations économiques bilatérales.

L'Irak a une ambassade à Ottawa depuis 1972.

Congrès des étudiants en théologie du Canada

Au beau milieu du congé de Noël, un congrès a réuni à l'Université de Sherbrooke (Québec) du 27 au 31 décembre, des étudiants en théologie venant de toutes les parties du Canada.

Il s'agit d'un événement annuel, qui se répète depuis 20 ans, sous l'égide du Comité national des étudiants en théologie du Canada, dont le siège social est à l'Université de Toronto et qui regroupe des représentants des écoles de théologie des différentes églises chrétiennes.

Le congrès des étudiants en théologie, qui se tient pour la première fois à Sherbrooke, avait cette année pour thème général: "Église et politique au Canada".

Films canadiens présentés au Nevada

M. Robert Adams, consul général du Canada à San Francisco, et M. Mike O'Callaghan, gouverneur du Nevada, étaient les invités d'honneur en octobre dernier, lors de la réunion annuelle de la Nevada Library Association dans la localité de Tonopah au Nevada, où se trouve une mine d'argent historique.

M. Adams a profité de l'occasion pour présenter une collection de 40 films touristiques du Canada à un organisme

Spectacles sur un chariot

Le chariot Conestoga, ou chariot des prairies, comme on l'appelait parfois, redeviendra en vogue l'année prochaine, et son apparition à l'ère de l'automobile n'a rien à voir avec la crise de l'énergie. Il fera un retour en tant que scène ambulante et sera utilisé par la troupe du Festival de Stratford.

Jeffrey Sisco dessine une réplique du chariot Conestoga qui servira d'accessoire pour la *Comédie des erreurs* mais qui sera aussi utilisé à d'autres fins au cours de la saison. En effet, les membres de la troupe doivent l'utiliser lorsqu'ils se produiront dans les écoles, les terrains de jeu, les hôpitaux et d'autres endroits de la région de Stratford. Le chariot peut s'ouvrir pour constituer une scène, et il possède un système d'éclairage, des plates-formes, des accessoires et des installations sonores que l'on peut aménager facilement pour la présentation de spectacles spéciaux à l'extérieur.

Le chariot Conestoga est d'abord apparu dans la vallée de Conestoga, en Pennsylvanie, en 1755. Grâce à son excellente conception (le plancher était incliné vers le centre au cas où le chargement se déplacerait, et le chariot était étanche afin de pouvoir traverser les rivières), il acquit une grande renommée dans tout le continent nord-américain.

Les lourds chariots, surmontés d'une couverture de toile blanche et tirés par six chevaux, avaient environ 14 pieds de longueur, trois pieds et demi de largeur et quatre pieds de profondeur.

Au cours de la période de 1796 à 1812, les milliers de colons hollandais de la Pennsylvanie qui immigrèrent dans le Haut-Canada utilisèrent pour voyager le chariot Conestoga.

De nombreuses familles s'établirent dans la région qui porte aujourd'hui le nom de Kitchener-Waterloo, en Ontario.

Jeffrey Sisco a dessiné cette réplique du chariot Conestoga qui servira d'accessoire pour la Comédie des erreurs mais qui sera aussi utilisé à d'autres fins au cours de la saison.



nouvellement mis sur pied, la Nevada Library Media Cooperative. Les films visent à faire connaître aux futurs visiteurs les attraits touristiques du Canada; on les fera circuler dans les bibliothèques publiques du Nevada où ils pourront être empruntés gratuitement. Des films semblables sont déjà disponibles dans 400 autres localités américaines.

Lors de la présentation officielle des pellicules cinématographiques au direc-

teur des bibliothèques du Nevada, M. Adams a souligné le fait qu'une collection de 100 livres canadiens avait également été donnée pendant la même semaine à l'école secondaire de la capitale de l'État, Carson City. Cette année, a-t-il dit, des collections de livres canadiens seront offertes à quelque 200 écoles secondaires partout aux États-Unis.

Le consul général du Canada a fait l'éloge du gouverneur O'Callaghan

qu'il considère comme un bon ami du Canada, et il a rappelé que ce dernier a déjà été un invité d'honneur lors du *Stampede* de Calgary et des *Klondike Days* d'Edmonton. En gage de cette amitié, M. Adams a offert à M. O'Callaghan une série de pièces de monnaie spéciales frappées à l'occasion des Jeux olympiques d'été à Montréal. L'ensemble exclusif de quatre pièces a été présenté dans une boîte en bouleau blanc du Canada et en peau de vache tannée qui porte l'insigne officiel des Jeux d'été de 1976, c'est-à-dire les anneaux olympiques traditionnels surmontés du podium olympique.

Des séries de monnaie olympique sont en vente aux États-Unis dans les banques, chez les marchands de monnaie et aux comptoirs de l'*American Express*, dans le cadre d'un programme de distribution à l'échelle mondiale. Trois pour cent de la valeur nominale des pièces de monnaie olympique vendues aux États-Unis sert directement à venir en aide à l'équipe olympique américaine, par l'intermédiaire du comité olympique des États-Unis.

Achat de livres rares

La Bibliothèque nationale du Québec vient de conclure une entente avec les Clercs de Saint-Viateur concernant l'achat de quatre-vingt-trois Laurentiana (livres publiés au Québec ou relatifs au Québec) très rares, très bien conservés et généralement très bien reliés. De ce nombre, onze sont excessivement rares: le plus ancien est paru en 1558, deux portent les dates de 1632 et 1636, huit ont été publiés au 18^e siècle. Tous les autres, non moins importants, s'échelonnent de 1809 à 1930.

Mentionnons seulement, dans l'ordre chronologique, les trois acquisitions les plus précieuses:

— F. André Thevet. "Les Singularitez de la France antarctique, autrement nommée Amérique et de plusieurs Terres et Isles découvertes de nostre temps" (Paris, chez les héritiers de Maurice de la Porte, 1558). C'est là une très excellente copie avec reliure de luxe par Bernasconi.

— Samuel de Champlain. "Les Voyages de la Nouvelle France Occidentale, dicte Canada..." (Paris, chez Claude Collet, 1932). Relié par Lortic.

— Paul le Jeune. "Relation de ce qui

s'est passé en la Nouvelle France en l'année 1635" (Paris, chez Sébastien Cramoisy, 1636). C'est la cinquième relation envoyée de la Nouvelle-France par les Jésuites. C'est aussi l'une des plus rares. Reliure ancienne en parchemin.

Découverte probable de navires de la Guerre de 1812

Les recherches parrainées par le *Royal Ontario Museum* en vue de retrouver deux navires de guerre américains coulés dans le lac Ontario au cours de la Guerre de 1812 semblent à la veille d'être couronnées de succès. C'est ce qu'a révélé récemment M. Daniel A. Nelson, directeur du programme de recherches, dans un document présenté à la Conférence canadienne sur l'hydrographie qui s'est tenue à Burlington. Il a annoncé la découverte d'une épave de bateau à une profondeur d'environ 300 pieds.

"L'étude des renseignements obtenus à l'aide du sonar latéral, déclarait-il, révèle qu'il s'agit d'une épave de navire d'une longueur de 15 à 20 mètres et dont trois mètres émergent du fond du lac. Le navire semble être de bois et l'épaisseur des sédiments qui le recouvrent laisse croire que l'épave est assez vieille."

Les mesures obtenues correspondent sensiblement à celles des navires de guerre qui ont été perdus.

M. P.G. Sly, chef de la recherche dans les Grands lacs, Centre canadien des eaux intérieures, a étudié les données obtenues à l'aide du sonar latéral et il a confirmé le bien-fondé des hypothèses émises. Les recherches en vue de retrouver ces deux navires ont débuté en 1972 et l'on estime qu'il s'agit des recherches archéologiques en eau profonde les plus complètes et les plus audacieuses jamais entreprises.

Les premiers travaux avaient été effectués à l'aide de magnétomètres et les résultats en ont été confirmés par les données obtenues au moyen du sonar latéral. On espère pouvoir confirmer, dès l'été prochain, l'exactitude des éléments rassemblés grâce à un circuit fermé de télévision.

Selon M. Nelson, si les données démontrent qu'il s'agit effectivement d'un des navires de guerre perdus, l'autre devrait sans aucun doute se trouver à proximité.

Hommage à des Canadiens illustres

Paul Drolet, président du Comité permanent canadien des noms géographiques, a annoncé à Québec lors de la réunion annuelle du Comité, l'appellation officielle des lacs Bell et du Mont McCurdy, en Nouvelle-Écosse. Les lacs Bell portent le nom de Alexander Bell, qui a inventé le téléphone, il y a cent ans. Les lacs sont situés à 15 milles au nord de Baddeck, localité sise non loin de Beinn Breagh, où il a passé la plus grande partie de sa vie. A sept milles au nord-est des lacs Bell et à 30 milles au nord-ouest de Sydney, se trouve le mont McCurdy. Cette célèbre montagne qui n'avait pas de nom, porte maintenant celui de J.A.D. McCurdy, un célèbre pionnier de l'aviation. M. McCurdy fut lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Écosse, de 1947 à 1952. M. Drolet a remis des cartes commémoratives spéciales aux membres du Comité de la Nouvelle-Écosse, et de l'Ontario, afin qu'ils les remettent au Musée de Baddeck, aux Archives de la Nouvelle-Écosse ainsi qu'au Manoir Bell, à Brantford.

Bientôt l'essence sans plomb partout

Une étude récente effectuée par le ministère de l'Industrie et du Commerce évalue à 5,000 le nombre de stations-service au Canada qui seront équipées pour la vente de l'essence sans plomb, le 1^{er} octobre prochain. Ce type d'essence devra être utilisé dans les nouveaux modèles de voitures qui seront munies d'un convertisseur catalytique. D'après l'étude, qui a été menée auprès de 17 grandes compagnies d'essence, ces 5,000 stations-service constituent le cinquième de toutes les stations-service du pays vendant de l'essence de marque. Le nombre devrait augmenter à 8,000 au milieu de 1975, ce qui porterait la proportion aux deux septièmes. En substance, les conclusions de l'enquête indiquent que les citoyens et les automobilistes voyageant sur les grandes routes trouveront facilement des débits d'essence sans plomb. Au milieu de 1975, en effet, alors que la saison intensive de tourisme débutera, on trouvera dans les régions urbaines un débit sur deux équipé pour la vente d'essence sans plomb, de marque connue.

En Haïti: La coopération au service de la pauvreté

Malgré sa mer chaude d'un bleu profond, colorée de coraux et peuplée de poissons fantastiques, malgré sa température adoucie par une brise marine qui lui procure un *éternel été sec*, malgré ses plantations de bananes, de canne-à-sucre et la grande variété d'arbres fruitiers qui lui assurent un *éternel printemps*, la région de St-Ard, en Haïti, devra parcourir un très long chemin pour achever son développement.

Dans ce pays — identifié par les Nations Unies comme l'un des plus pauvres du monde — la région de St-Ard, avec ses 10,000 habitants, recèle d'étonnantes ressources. Les St-Ardiens cherchent à trouver des solutions à leurs problèmes. Pourtant, la misère, la malnutrition et l'analphabétisme s'installent.

Telle était, en avril dernier, la conclusion de Pierre Normil, un agent de développement communautaire de 28 ans, au terme d'un séjour de trois mois à St-Ard. Né dans ce village, il ne l'avait pas revu depuis 15 ans.

Pierre Normil habite Montréal depuis 1969. Il avait quitté Haïti à l'âge de 13 ans. Convaincu de sa vocation sacerdotale, il était parti étudier en France. Il retournait à St-Ard en janvier dernier, pour sensibiliser son village au développement communautaire et voir comment les villageois pouvaient eux-mêmes prendre en main l'avenir de leur communauté.

St-Ard se trouve à près de 30 milles au nord de Port-au-Prince, la capitale d'Haïti. Les routes y sont en terre battue, et les moyens de transport sont rares.

Initiatives

Le séjour de Pierre Normil à St-Ard a duré trois mois. Il a été facilité par une subvention du YMCA de Montréal et de l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

Au terme de ces trois mois, les St-Ardiens ont dressé eux-mêmes un plan de développement (échelonné sur une période de deux ans) axé sur les domaines de la santé, de l'éducation, de l'agriculture et de la mise en marché des produits agricoles et marins. Le coût estimé des opérations de la pre-

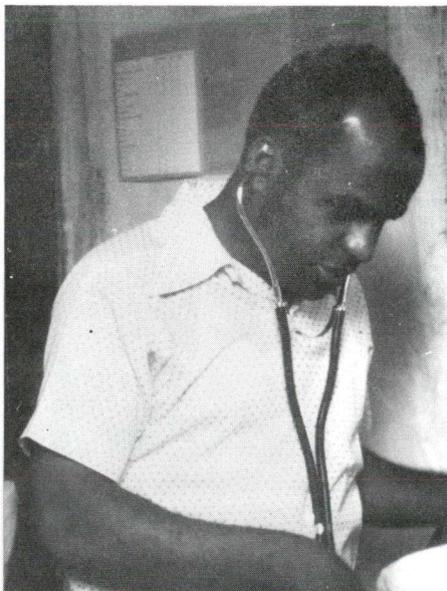


Avec leurs modestes moyens, les St-Ardiens prennent une part active

aux travaux d'amélioration du canal d'irrigation.

mière année s'élevait à \$40,000 environ.

Normil envisageait de présenter le projet de développement communautaire des St-Ardiens à des organismes de développement canadiens. Au cours des trois premiers mois, les habitants ont mis sur pied une petite clinique, une pharmacie coopérative et un collège communautaire, de façon à parer aux problèmes les plus urgents. Les plus instruits du village se sont chargés de



Le docteur Lyonel Banks, un médecin d'Haïti, visite les malades une fois par semaine à la clinique communautaire.

l'enseignement. Un jeune médecin haïtien, le docteur Lyonel Banks, s'est engagé à y venir au moins une fois par semaine pour soigner les malades.

Réalisations

Au cours de la première année, la clinique communautaire et la pharmacie coopérative intensifieront leurs activités. Un atelier coopératif de couture pour jeunes filles sera créé, et le système d'irrigation sera amélioré avec l'aide de conseillers techniques du ministère de l'Agriculture haïtien. Les plus jeunes continueront d'aller à l'école apprendre des plus vieux.

La création de coopératives de pêche et de mise en marché des bananes est prévue pour 1975. L'élevage des volailles et du porc sera également généralisé, et deux usines, une de mise en boîte des produits de la canne-à-sucre et une autre de fabrication de blocs de ciment figurent dans les projets.

Parallèlement, le programme d'alphabétisation sera poursuivi, et les loisirs seront promus par la création d'un centre culturel et de loisirs. La plage a déjà été nettoyée durant l'été et il est possible qu'une auberge de jeunesse s'y installe.

Financement

Mais pour réaliser le projet de développement communautaire de St-Ard, on



Photos: Pierre Normil

avait besoin d'argent. C'est à cette tâche que s'est attaqué Pierre Normil à son retour au Canada en avril. Il avait l'assurance du Gouvernement haïtien d'un apport de \$6,300.

L'enthousiasme de Pierre Normil en a gagné plusieurs au Canada. Tout d'abord le YMCA de Montréal lui a avancé pour plus de \$12,000 en espèces et en services. Georges Chamah du YMCA, le coordonnateur du projet au Canada, travaille actuellement à créer un comité de support québécois, et à mobiliser des groupes à travers toute la province de Québec pour parrainer des modules du projet. Des groupes doivent se rendre à St-Ard pour participer au développement communautaire du village cet hiver et l'été prochain.

La direction des organisations non gouvernementales de l'ACDI, l'organisme canadien chargé d'administrer les crédits votés par le Parlement pour le développement international, a fourni la somme de \$18,000 au YMCA de Montréal qui parraine le projet.

Cette ferveur canadienne pour Haïti n'est pas nouvelle. Il y a plus de 50 ans que des missionnaires canadiens ont fait leur entrée en Haïti, et nombre d'organismes canadiens envoient des coopérants. Côté gouvernemental, le Canada a signé un accord d'entente bilatérale avec Haïti en 1973. Concentrant ses activités dans quatre secteurs précis, la formation professionnelle, la formation des cadres, l'agro-alimentaire et les ressources

hydrauliques, le programme canadien comporte sept projets en voie de réalisation. Les sommes engagées s'élèvent à près de quatre millions de dollars. Seize coopérants canadiens collaborent à ces projets en Haïti. L'ACDI a également subventionné 12 projets d'organisations non gouvernementales canadiennes pour une somme de près de \$170,000 en 1974, sans compter les sommes versées aux organisations internationales, telles la Banque interaméricaine de développe-



Les loisirs ne sont pas négligés.
L'animateur Pierre Normil (à gauche)

Les jeunes St-Ardiens à l'école communautaire, où ils s'instruisent sous la direction des plus vieux.

ment et l'Organisation mondiale de la santé.

A force de sillonner le Québec, de rencontrer des groupes, d'accorder des entrevues, Pierre Normil a trouvé des appuis divers. L'Assistance médicale internationale, à Montréal, a fourni des médicaments pour la pharmacie communautaire, le Club Deux-Tiers a organisé des rencontres, un citoyen de La Malbaie a donné une machine à fabriquer des blocs de ciment, et un médecin a fait don de matériel médical de haute valeur, pour n'en citer que quelques-uns.

L'été dernier, huit Montréalais se sont rendus à St-Ard collaborer au projet. Cet hiver, un groupe d'une quarantaine de professeurs québécois doit s'y rendre. Un groupe d'étudiants de la polyvalente Georges-Vanier de Montréal, en jumelage direct avec St-Ard, appuie un des modules du projet et doit envoyer un des leurs cet hiver pour une période de deux semaines.

Une quarantaine de jeunes St-Ardiens émigrés à New-York, ainsi qu'une dizaine d'autres à Montréal, se sont regroupés et s'intéressent activement au projet de développement communautaire de leur village.

s'accorde un moment de détente avec les habitants de St-Ard.

Il y a sept ou huit mois, il n'y avait rien. Maintenant, il y a quelque chose, et ce sont les St-Ardiens eux-mêmes qui en ont été les maîtres d'oeuvre. Pour réaliser toutes les composantes du projet, permettre aux animateurs de se retirer et à la coopérative de s'auto-financer, Pierre Normil estime qu'il faudra cinq ans de travail environ, même si le plan de développement est échelonné sur deux ans.

D'ici là, il compte revenir au Canada à tous les six mois pour trouver les fonds nécessaires. "Mais, insiste-t-il encore, c'est l'action à la base de la communauté qui, petit à petit, contribuera au succès du développement de St-Ard."

Symposium international à Winnipeg

Plus de 2,500 Canadiens ont participé au plus grand colloque du "Club de Rome" qui s'est tenu à Winnipeg en fin d'octobre. La série de discussions, intitulée "Les dilemmes qui se posent à l'homme moderne", constituait un projet spécial du centenaire parrainé par la Compagnie d'assurance-vie *Great West*, à l'occasion du centième anniversaire de cette ville. Alvin Toffler, auteur du livre *Le choc du futur*, a prononcé l'allocution d'ouverture après quoi dix spécialistes de renommée internationale ont traité de sujets aussi variés que la génétique, la vieillesse, les communications, l'éducation, l'économie et les perspectives mondiales.

M. Aurelio Peccei, président du conseil et président d'*Italconsult* à Rome, et le professeur F. Kenneth Hare, du département de géographie et de physique de l'Université de Toronto, ont dirigé les discussions de groupe sur "une perspective mondiale". Différents aspects de la génétique allant des considérations médicales aux problèmes du logement ont été mis en relief par sir Cyril Clarke, professeur émérite à l'Université de Liverpool et président du *Royal College of Physicians* de Londres, par M. Charles R. Scriver, chargé de cours de génétique à l'Université McGill de Montréal et M. Summer B. Twiss, fils, chargé de cours en études religieuses à l'Université Brown, de Providence (Rhode Island).

Les discussions sur la vieillesse relevaient d'un groupe composé de



M. Alvin Toffler a prononcé l'allocution d'ouverture au symposium international de Winnipeg récemment.

M. Nathan Shock, chef du centre de recherche en gérontologie des hôpitaux de Baltimore, de sir Ferguson Anderson David Cargill, professeur de gériatrie à l'Université de Glasgow (Écosse) et de Mme Helen Lopata, présidente du département de sociologie à l'Université Loyola de Chicago.

Les moyens de communication ont été étudiés dans la perspective de la prochaine décennie par M. A. Davidson Duntun, directeur de l'Institut d'études canadiennes à l'Université Carleton d'Ottawa, Mme Jeanne Sauvé, ministre fédéral de l'Environnement, et M. Pierre Juneau, président du Conseil de la Radio-Télévision canadienne.

Le domaine de l'éducation a été examiné par Lord Ashby of Brandon, maître au Clare College de Cambridge et chancelier de l'Université Queen's de Belfast, qui a présenté un aspect du dilemme tandis que M. Michael Oliver, président de l'Université Carleton d'Ottawa faisait ressortir un autre aspect.

Les rencontres se sont terminées par une discussion animée portant sur l'économie, au cours de laquelle les conférenciers invités, M. Herbert Stein de l'Université de la Virginie (É.-U.) et M. John J. Deutsch, recteur de l'Université Queen's de Kingston, ont répondu aux questions posées par un auditoire composé de spécialistes de nombreuses disciplines venant de tous les coins du monde, qui avaient participé à la conférence de trois jours.

Entretien Canada-Ontario sur la dépollution

Le ministre de l'Environnement, Mme Jeanne Sauvé et celui de l'Ontario, M. William Newman, se sont entretenus en décembre dernier, à Ottawa, des manières de rendre plus efficaces les efforts coopératifs du Canada et de l'Ontario en matière de dépollution.

Les ministres ont étudié les recommandations du deuxième rapport annuel de la Commission mixte internationale sur les progrès réalisés à la suite de l'Accord Canada-USA relatif à la qualité de l'eau des Grands lacs.

Les recommandations portent sur:

- l'analyse accélérée des données sur la qualité de l'eau afin d'obtenir plus vite des renseignements au sujet des fluctuations qualitatives;
- la présence de virus dans les eaux des Grands lacs;
- la présence de contaminants qui proviennent des activités industrielles;
- la limitation des rejets par les bateaux;
- la réduction de la pollution causée par diverses formes d'utilisation des terres.

Les ministres ont convenu que les deux gouvernements doivent collaborer à l'application des recommandations de la Commission, et M. Newman a déclaré que le premier ministre Davis a décidé de mettre sur pied une équipe spéciale qui travaillera avec le Gouvernement fédéral dans ce sens.

Les ministres ont traité des négociations en cours concernant l'accord Canada-Ontario qui permettent à la Société centrale d'hypothèques et de logement d'aider les municipalités ontariennes à payer les installations de traitement des eaux usées.

La renégociation de l'accord, qui, prévoit-on, sera conclu d'ici peu, élargira la portée des engagements pour qu'ils soient comparables à ceux de l'Accord canado-américain relatif à la réduction de la pollution dans les Grands lacs.

Le premier ministre Davis et le gouverneur du Michigan ont récemment signé un projet d'entente sur les mesures d'exécution des recommandations de la Commission, pour réduire la pollution de l'air transfrontière dans les régions de Détroit-Windsor et de Sarnia-Port Huron.

Le problème des...*(suite de la page 2)*

La boucherie du supermarché découpe la carcasse en biftecks, rôtis, boeuf à ragoût et en viande hachée, ce qui entraîne une perte de poids élevée à cause de l'excès de gras et d'os à enlever au cours du procédé.

Les bovins que l'on vend aux parcs à bestiaux en tant que "viande de vache" sont les vaches et les taureaux qui ont été éliminés des troupeaux laitiers et de boucherie. Les meilleurs sont vendus aux grands restaurants à succursales en tant que "boeuf à rabais". Les autres sont expédiés directement aux établissements de transformation en vue d'en faire des hamburgers, des saucisses et une variété de viandes épicées et d'aliments pour animaux de compagnie. Ces bovins sont vendus à des prix aussi peu élevés que 10 cents la livre, poids vif.

Production de bétail

Le Canada possède actuellement un cheptel bovin d'environ 15 millions de têtes, dont environ 5.2 millions de vaches et de génisses d'un an dans le troupeau de reproduction de bovins de boucherie, 2.6 millions dans celui des bovins laitiers et environ 2.6 millions de bouvillons et de génisses constituant la majeure partie du boeuf de qualité. Les autres sont des veaux destinés à la production de la viande de veau et les génisses destinées à la conservation ou à l'expansion des troupeaux.

Le troupeau produit annuellement environ 1.7 million de veaux laitiers et 3.4 millions de veaux de boucherie. Les femelles dotées de qualité supérieure sont gardées pour conserver et améliorer les troupeaux de reproduction et les autres sont abattues pour la viande, soit comme veaux destinés à la production de viande, soit comme

bouvillons une fois engraisés.

Soixante-quinze pour cent du troupeau de vaches de boucherie se trouvent dans l'Ouest et le reste, c'est-à-dire 25 pour cent, à l'est de la frontière Ontario-Manitoba. L'inverse se produit en ce qui a trait au troupeau laitier, c'est-à-dire 80 pour cent se trouvent dans l'Est et seulement 20 pour cent dans l'Ouest.

Bien que le troupeau laitier soit conservé principalement pour la production laitière, 30 pour cent de la viande de boeuf et de veau du Canada proviennent de la vente de veaux laitiers et de vaches et taureaux éliminés.

Les veaux de boucherie naissent normalement au printemps et passent l'été au pâturage avec leur mère. A six mois environ, ils sont sevrés et sont soumis à un type de programme d'alimentation.

Certains sont envoyés à des parcs d'engraissement et font l'objet de programmes intensifs d'alimentation qui leur feront atteindre le poids du marché, soit environ 1,000 lb, à la fin de l'été suivant. D'autres passent par un long engraissement: ils sont nourris de foin durant l'hiver, passent l'été suivant au pâturage et sont soumis à un programme intensif d'alimentation de courte durée à l'automne.

Les veaux laitiers destinés à la boucherie sont sevrés après quelques jours et on doit leur fournir un aliment d'allaitement jusqu'à ce qu'ils soient en mesure d'absorber du fourrage et du grain. Les veaux de lait peuvent être élevés exclusivement aux aliments d'allaitement liquide jusqu'au poids d'environ 300 lb. Leur viande est très blanche et commande un prix plus élevé à un marché de spécialité.

Pratiques de commercialisation

L'éleveur de bétail dispose de plusieurs moyens pour vendre ses animaux.

Il peut livrer son stock directement à l'abattoir où l'acheteur négocie le prix selon une des deux bases suivantes: selon le poids vif décidé sur place ou selon le classement à l'abattage par lequel l'éleveur et l'exploitant d'abattoir conviennent d'un prix selon le poids de la carcasse et la classe établie par le ministère fédéral de l'Agriculture.

Le producteur a également le choix de livrer ses animaux à l'un des neuf marchés centraux où il les remettra à un commissionnaire qui essaiera d'obtenir les meilleurs prix.

Les éleveurs peuvent également

vendre aux enchères ou dans les petits parcs à bestiaux, par l'intermédiaire d'un marchand qui achète et vend des bovins, par soumission, par contrat à long terme ou simplement par vente privée.

Transformation

Les installations canadiennes servant à la transformation des bovins et des veaux en viande de boeuf et de veau vont de l'agriculteur qui traite ses propres bovins pour son usage propre jusqu'aux abattoirs intégrés.

Environ 85 pour cent de l'abattage se fait sous inspection fédérale. Le boeuf habillé expédié à l'étranger ou d'une province à l'autre doit avoir été abattu sous inspection fédérale.

Le boeuf assujéti à l'inspection fédérale ou provinciale est classé au point d'abattage. Le système institué en 1972 emploie les facteurs maturité et rendement (tels qu'ils se rapportent à la couche de gras) comme critères de base.

Au cours de la dernière décennie, l'abattage au Canada n'a fait que croître en nombre et en poids par tête et l'on signale une hausse rapide dans l'Ouest canadien, les abattoirs tendant à s'implanter près de la source d'approvisionnements.

Les pressions exercées par la demande et les coûts de la main-d'oeuvre ont abouti à une transformation centralisée, à des méthodes d'emballage spéciales et à la distribution directe aux épiceries. En même temps, les installations d'abattage n'ont fonctionné qu'à 65 pour cent de leur rendement.

Le supermarché domine encore la vente de la viande fraîche, bien que l'on tende davantage à acheter des viandes pré-cuisinées et à prendre des repas à l'hôtel et au restaurant. On prévoit que les hôtels, les restaurants et les collectivités serviront 50 pour cent de tous les repas d'ici 1980.

Le grossiste qui vend moins d'un chargement complet devient par conséquent moins important dans le circuit du boeuf.

Les hôtels, les restaurants et les collectivités deviennent de plus en plus importants. Leur demande de grandes quantités de longes, de côtes et de morceaux particuliers a été habituellement satisfaite par les États-Unis. Mais, grâce aux récentes techniques marchandes, plus de viande bovine canadienne est introduite sur ce marché.

Hebdo Canada est publié par la Direction de l'Information, ministère des Affaires extérieures, Ottawa, K1A 0G2.

Il est permis de reproduire les articles de cette publication, de préférence avec indication de source. La provenance des photos, si elle n'est pas précisée, sera communiquée sur demande.

This publication is also available in English under the title Canada Weekly.

Algunos números de esta publicación aparecen también en español bajo el título Noticiario de Canadá.

Ähnliche Ausgaben dieses Informationsblatts erscheinen auch in deutscher Sprache unter dem Titel Profil Kanada.